

L'urgence de la non-violence pour sauver le droit international

Article by Benjamin Joyeux

January 15, 2026

L'intervention américaine au Venezuela, après l'invasion de l'Ukraine ou encore les massacres perpétrés à Gaza, semble venir planter le dernier clou dans le cercueil du droit international. Mais ce retour de la brutalité et de la loi du plus fort sur la scène internationale ne serait-il pas plutôt l'ultime symbole d'un vieux monde finissant, celui des gesticulations masquant mal l'impuissance à régler les problèmes du présent ? A l'opposé de Trump et de tous les autocrates de la planète, il y a urgence à choisir une tout autre voie, celle de la sauvegarde du droit international par la diplomatie non-violente, ce que l'Europe devrait porter pour le monde :

Guerre russe en Ukraine, multiplication des crimes de guerre israéliens à Gaza et en Cisjordanie, agression américaine au Venezuela et enlèvement d'un président en exercice, les principes du droit international censés maintenir un tant soit peu la paix et le dialogue multilatéral depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale semblent plus que jamais révolus.

La Charte des Nations Unies (dont les Etats-Unis furent parmi les initiateurs), notamment son article 2, interdit l'usage de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un État. Pour qu'une intervention extérieure soit légale, elle doit être autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU et menée en légitime défense, ou alors avec l'accord du gouvernement local. Le secrétaire général de l'ONU s'est ainsi déclaré à raison dès le 3 janvier « *profondément préoccupé par le fait que les règles du droit international n'aient pas été respectées* » après l'enlèvement de Nicolás Maduro et de son épouse par l'armée américaine, Antonio Guterres considérant cette action comme un « *dangereux précédent* ».

Mais Donald Trump se fiche de la Charte onusienne, de M. Guterres et du droit international comme de son premier burger, lui qui ne s'encombre même pas de l'avis de son propre Congrès.

Sommes-nous donc condamnés à observer impuissants tout notre système juridique international et le socle de nos valeurs communes laborieusement élaborés après les horreurs perpétrées durant la Seconde Guerre Mondiale s'effondrer sous les coups de boutoirs des autocrates de la planète, ceux que Giuliano da Empoli nomme avec justesse des « *prédateurs* » ?

Plus que jamais non ! Mais encore faut-il commencer par bien nommer les choses pour ensuite élargir la focale et s'inscrire dans un autre paradigme que celui que tentent de nous imposer tous ces chefs d'Etat partisans de la violence, de Trump à Poutine en passant par Netanyahu et consorts. Car en réalité, leurs coups de menton et leur virilisme de façade, s'ils font de réelles victimes que l'on ne peut que déplorer, peinent surtout à masquer tant leurs limites et leurs ennuis personnels que leur impuissance à empêcher l'effondrement global en cours.

Acting Out: Arts and Culture Under Pressure – Our latest print edition is out now!

Read it online or get your copy delivered straight to your door.

La violence, symptôme de l'impuissance

Les bombardements à Caracas et l'enlèvement de Maduro et de son épouse Cilia Flores ont surtout permis à Donald Trump de faire diversion d'une situation domestique très inconfortable (entre sondages en berne et affaire Epstein), sous forme d'un show TV comme Trump les affectionne. Faire main basse sur le pétrole vénézuélien apparaît au passage comme la véritable raison de cette « opération » américaine.

D'ailleurs ce terme martelé par les médias depuis le 3 janvier rappelle « l'opération spéciale » de Vladimir Poutine pour qualifier son agression de l'Ukraine. Le choix de ce champ lexical médical n'est pas anodin. A l'instar des « frappes chirurgicales », terme inventé par l'ancien Président américain Georges Bush lors de la première Guerre du Golfe en 1991 et repris aujourd'hui par les officiels israéliens pour qualifier des bombardements meurtriers illégaux sur des civils à Gaza, ce vocabulaire a pour but de dissimuler la violence inacceptable d'une action pour mieux la légitimer. On ferait la guerre pour soigner, pour le bien des populations concernées, en Ukraine, à Gaza ou au Venezuela aujourd'hui comme hier au Vietnam, en Irak, en Afghanistan et ailleurs.

On ne peut alors qu'approuver le grand Georges Orwell lorsqu'il écrivait : « *Le langage politique est destiné à rendre vraisemblables les mensonges, respectables les meurtres, et à donner l'apparence de la solidité à ce qui n'est que vent.* »

Trump s'en prend au Venezuela pour masquer ses propres impérities, comme Netanyahu poursuit sa guerre perpétuelle contre les Palestiniens pour faire diversion de ses graves ennuis judiciaires ou encore Poutine s'en prenant à l'Ukraine face à l'angoisse de sa propre finitude. En réalité, le choix de la violence est l'arme des faibles. Pour réaffirmer la puissance du droit international face à tous les autocrates, il faut passer de la soumission à la coopération et relever les véritables défis auxquels nous sommes confrontés, au premier rang desquels figure la question du dépassement des limites planétaires.

Face à cette question abyssale et au déni total de nos responsables politiques, nous devons réaffirmer les règles d'ores et déjà existantes du droit international, comme l'accord de Paris sur le climat et l'Agenda 2030 des Nations Unies. Ces deux cadres internationaux ont été ratifiés il y a tout juste dix ans et devraient être les principales boussoles internationales de nos gouvernants. Adopté en décembre 2015, l'accord de Paris sur le climat entend « *maintenir l'augmentation de la température moyenne de la planète bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels* ». Quant à l'Agenda 2030 de l'ONU, ses 17 Objectifs de développement durable sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et constituent un véritable « *plan de survie de l'humanité* » à l'aune duquel chacune de nos décisions publiques devrait être évaluée. Pourtant qui en parle encore aujourd'hui ?

Alors cessons d'être dans la sidération face aux coups de boutoir actuels des autocrates à la sauce Trump et remettons l'ouvrage sur le métier, en commençant par sortir de ce paradigme désuet de la violence et du rapport de forces.

En réalité, le choix de la violence est l'arme des faibles.

La paix comme boussole, la non-violence comme compas

Bertrand Badie, dans son dernier ouvrage *L'art de la paix*, répondant au fameux *Art de la guerre* de Sun Tzu, nous livre un certain nombre de pistes à suivre pour cela. L'universitaire expert des relations internationales propose de repenser radicalement la paix, non plus comme la « non-guerre », une simple absence de conflit ou trêve temporaire, mais comme un état positif, un bien commun global nécessitant d'être redéfini à l'heure de la mondialisation, de la menace climatique et de l'effondrement du système Terre. La paix n'est pas un simple domaine technique réservé aux militaires et aux diplomates mais un combat social beaucoup plus vaste à mener de front. La preuve, depuis 1945 les quelque 500 conflits qui ont eu lieu à travers le globe étaient dus principalement à des problématiques sociales et environnementales et non à des compétitions entre puissances, comme par exemple la guerre en Syrie née de la désertification accrue à l'est du pays. Autre exemple : les relations conflictuelles entre l'Inde et le Pakistan (deux États nucléaires), sous couvert d'antagonisme entre l'hindouisme et l'islam, sont principalement causées par le partage des terres frontalières et des eaux de l'Indus, dont dépend l'agriculture pakistanaise.

Là est notre boussole, celui de la recherche de la paix comme objectif ultime des relations internationales par la prise en compte globale de la multiplicité des facteurs qui y contribuent, dont la justice sociale et environnementale pour les peuples concernés.

Les conditions de la paix, Kant y réfléchissait déjà en 1795, dans son fameux ouvrage *Vers la paix perpétuelle* : pour le philosophe prussien, la paix n'était pas un état naturel mais une construction politique et juridique dans laquelle chaque État devait se munir d'une constitution républicaine garantissant la liberté, l'égalité juridique et la séparation des pouvoirs, réuni dans une fédération d'États libres où les nations renonceraient à leur souveraineté absolue au profit d'un droit international. Cette œuvre reste une référence majeure dans la réflexion sur les relations internationales et a inspiré la création d'organisations comme la Société des Nations puis l'ONU après 1945, et bien entendu la construction européenne.

Pour viser au mieux aujourd'hui l'objectif de cette « paix perpétuelle » décrite par Kant il y a bientôt deux siècles et demi, nous avons besoin d'un « nouveau » paradigme en relations internationales, celui de la « non-violence » comme principe constitutif universel du droit international, de la diplomatie et de la justice sociale et environnementale.

Il s'agit en effet de considérer les grands principes de non-violence, tels que définis et promus notamment par le Mahatma Gandhi dans la première partie du 20^e siècle, non comme des principes éthiques à vocation individuelle, mais comme des outils profondément politiques, ayant des implications pratiques dans les modes de gouvernance, en particulier à l'échelle internationale. « Swaraj » (autogouvernance), « satyagraha » (force de la vérité) ou encore « ahimsa » (bienveillance à l'égard du vivant), les concepts gandhiens ayant servi tout au long de la lutte pour l'indépendance indienne peuvent être sans nul doute mobilisés dans le champ politique contemporain avec tout autant, voire plus de pertinence qu'un siècle plus tôt. Il s'agit simplement de sortir la non-violence de sa niche d'outil militant réservé aux associations pacifiques et environnementales, afin de théoriser et mettre en pratique ce que signifierait une réelle « diplomatie non-violente » dans le contexte ultra conflictuel et d'urgence climatique actuel.

Par exemple les liens entre la non-violence et les Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 sont d'ores et déjà profonds et multidimensionnels : l'Objectif 16 vise par exemple explicitement à « *Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du*

développement durable », établissant un lien direct entre paix, justice, institutions efficaces et développement. Cet objectif reconnaît qu'il ne peut y avoir de développement durable sans paix, ni de paix sans développement durable, quelles que soient par ailleurs les critiques légitimes que l'on puisse avoir sur la notion de développement durable. Au-delà de l'ODD 16, la non-violence irrigue l'ensemble de l'Agenda 2030. Les inégalités (ODD 10), la pauvreté (ODD 1), les discriminations de genre (ODD 5) sont autant de formes de violence structurelle que les ODD cherchent à éliminer. Ainsi la non-violence n'est pas seulement l'absence de conflit armé, mais aussi l'absence de violence économique, sociale et environnementale.

L'influence de Gandhi et de sa pensée sur les Nations Unies est notable à bien d'autres égards : ce n'est pas pour rien que l'ONU a déclaré le 2 octobre, anniversaire de sa naissance, Journée internationale de la non-violence. La vision gandhienne met l'accent sur la justice sociale, l'autonomisation des communautés et le respect de l'environnement – des principes qui résonnent avec l'approche holistique de l'Agenda 2030. La non-violence favorise les conditions nécessaires à la justice climatique et à la paix : stabilité, coopération, confiance mutuelle, participation citoyenne. Inversement, la réalisation des ODD réduit les causes profondes des conflits en s'attaquant aux injustices et aux privations.

Et à tous les Machiavel de salon qui y verraient déjà une utopie « woke » inefficace comparée à une course hystérisée aux armements qui serait la seule et unique solution face à la folie du monde actuel, nous les invitons à lire notamment Gene Sharp. Le politologue américain a su démontrer la possibilité pour l'action non-violente, opposée aux multiples formes de violence politique, y compris la violence institutionnalisée de l'État, de provoquer de profonds changements politiques face à des forces d'oppression et d'injustice à priori insurmontables. Ses travaux ont inspiré plus de 50 des 67 renversements de régimes autoritaires ces 40 dernières années.

La voix de la paix, de la non-violence, du droit et de la raison, voici ce que la France et l'Europe devraient fournir d'urgence au monde présent.

La non-violence est efficace, et permet justement de dépasser le fameux « *la fin justifie les moyens* » attribué à Machiavel pour y opposer la maxime de Gandhi : « *Les moyens sont comme la graine et la fin comme l'arbre. Le rapport est aussi inéluctable entre la fin et les moyens qu'entre l'arbre et le semence* ».

Il s'agit ainsi de produire sur la scène internationale exactement l'inverse de tout ce que Trump et consorts font actuellement, en commençant par sortir de la sidération par la démonstration implacable de l'impuissance de la violence et du rapport de forces à régler les grandes problématiques de notre temps.

La voix de la paix, de la non-violence, du droit et de la raison, voici ce que la France et l'Europe devraient fournir d'urgence au monde présent. En commençant par condamner clairement et sans ambages l'ensemble des violations du droit international, dont celles perpétrées actuellement par les Etats-Unis et Israël, afin de soutenir les Nations Unies et l'ensemble de l'architecture juridique internationale pour garantir la paix. Si l'Union européenne, prise en étau entre la Chine et les Etats-Unis, n'arrive pas à être championne de la tech, qu'elle soit championne de la non-violence, du droit et de la paix. Son utilité sera alors bien plus réelle et concrète pour le monde. Car si les autocrates ont les armes, nous avons le

nombre, l'immense majorité des peuples de la planète, dont ceux du Sud global comme les Vénézuéliens, n'aspirant qu'à vivre en paix et en sécurité. Ne jamais oublier avec Simone Weil que : « *La paix est la vertu des forts.* »



Benjamin Joyeux is a lawyer, ecologist, libertarian, and anti-globalisation activist. He was a communications advisor to the French speaking delegation of Green members of the European Parliament; and is the co-author, with Edouard Gaudot, of *l'Europe C'est Nous* (Les Petits Matins, April 2014).

Published January 15, 2026

Article in French

Translation available in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/lurgence-de-la-non-violence-pour-sauver-le-droit-international/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.

Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.